

## Book Review / Compte-rendu

Salimata Konate, Université du Québec à Montréal

Bruno Frère  
Jean-Louis Laville

LA FABRIQUE DE  
L'ÉMANCIPATION

Repenser la critique du capitalisme à partir  
des expériences démocratiques, écologiques et solidaires



la couleur des idées  
SEUIL

La fabrique de l'émancipation : repenser la critique du capitalisme à partir des expériences démocratiques, écologiques et solidaires. Par Bruno Frère et Jean-Louis Laville. Paris : Éditions du Seuil, 2022. 448 pp. ISBN 978-2021484878.

Le livre de Jean-Louis Laville et Bruno Frère représente un projet très ambitieux, celui de renouveler la réflexion sur la question de l'émancipation en proposant une nouvelle théorie critique du capitalisme. Ce projet émerge à la suite du constat d'une situation frappante et contradictoire fait par les auteurs. En effet, pendant que les débats intellectuels se multiplient pour dénoncer les inégalités sociales et les problèmes écologiques et environnementaux, l'émancipation des populations concernées par ces inégalités est reléguée à un thème dépassé et évanescent, jugé hors de leur portée. En d'autres termes, la capacité d'agir des acteurs sociaux est simplement ignorée par les intellectuels.

Pour réaliser leur projet, les auteurs scindent l'ouvrage en sept chapitres regroupés en deux grandes parties. Dans la première partie, les auteurs retracent de manière claire et limpide la trajectoire de la théorie critique telle qu'elle est connue, en identifiant les principales écoles de pensée l'ayant marquée. Puis, dans la seconde partie, ils enrichissent leur réflexion par des recherches empiriques illustrant les apports du pragmatisme, des épistémologies du Sud et de l'économie solidaire.

Plus spécifiquement, dans la première partie, qui s'étend du chapitre 1 au chapitre 4, les auteurs présentent les principales écoles ayant façonné la théorie critique. Ils rappellent en plus que cette théorie reste enfermée dans un registre négatif puisqu'elle s'attarde sur la dénonciation des inégalités et des injustices sans conduire à l'action. Tout débute avec Karl Marx qui conçoit que l'émancipation, « ensemble d'actes de libération et d'affranchissement des populations, prolongés par des révoltes populaires » (p. 21), est possible mais elle ne peut être atteinte que si la domination économique est bouleversée. En d'autres termes, pour Marx, la théorie critique est certes un enjeu de connaissances qui permet de dénoncer les injustices sociales mais elle est aussi un enjeu de luttes et prépare donc l'émancipation. Par la suite, la première école de Francfort, de Theodor W. Adorno et Max Horkheimer, pousse davantage la réflexion de Marx en montrant que la domination vécue par les personnes est certes économique, mais elle a aussi un prolongement culturel. Ainsi, l'humain est aliéné à travers une déformation de la vie sociale, ce qui empêche sa réalisation et le pousse à consommer à outrance. Selon eux, les agents sont inconscients de la domination vécue

et sont incapables de s'en libérer. Par cette affirmation, Laville et Frère introduisent le concept de violence symbolique, en référence à la sociologie critique de Bourdieu, ce dernier soutenant que les agents sociaux soumis à la violence symbolique contribuent eux-mêmes à reproduire et à maintenir l'ordre social et les dominations vécues. La théorie critique fait ici montre d'un paradoxe : « Étant supposée fournir le cadre des expériences émancipatrices, elle reste toutefois silencieuse sur les révolutions démocratiques, les actions collectives qui mèneraient au changement et souligne plutôt leur impossibilité » (pp. 64-65). En d'autres termes, la lutte est bel et bien absente. Puis, la seconde école de Francfort, de Jürgen Habermas et Axel Honneth, impose un nouveau tournant à l'école critique en refusant de priver les sujets humains de leur réflexivité. Habermas introduit le concept de la rationalité communicationnelle. Pour lui, les gens vivent certes les violences qui leur sont faites mais ils sont capables, dans la communication ordinaire, d'exercer leurs facultés critiques en prenant part à « des échanges dialogiques et démocratiques au sein d'espaces publics autonomes pour s'opposer aux systèmes » (p. 81). Quant à Honneth, il conçoit que la reconnaissance des droits fondamentaux des hommes lors de leurs expériences intersubjectives est la condition même d'atteinte de leur autonomie et de leur réalisation personnelle. Pourtant, le constat de Laville et Frère reste similaire : au lieu de décrire les expériences sociales qui mèneraient à l'émancipation, Habermas et Honneth retombent, comme leurs devanciers de la première école de Francfort, dans l'énumération des obstacles à l'émancipation et restent piégés dans le paradigme de la négation.

Bien que la dénonciation soit nécessaire, il faut aller au-delà, selon les auteurs. Ceux-ci jettent alors les bases d'une critique dite constructive en envisageant la démarche pragmatique comme un moyen de description des expériences sociales menant à l'émancipation. Ainsi, il faut une production active de la société plutôt qu'une critique de la reproduction passive des structures d'aliénation et de la négativité. Ils mobilisent donc Bruno Latour avec sa théorie de l'acteur-réseau car celui-ci conçoit un monde sans hiérarchie où les humains et les non-humains peuvent agir ensemble. L'objectif est de décrire les pratiques en train de se faire sans pour autant chercher à découvrir la vérité ou les faits cachés. Mais si le chercheur ne fait que s'adonner aux comptes rendus, comme traducteur des non-humains, on comprend peu comment les acteurs sociaux s'associent et surtout de quelle structure de domination ils désirent s'émanciper. Face à ce constat, les auteurs soutiennent que la critique négative reste pertinente mais elle doit s'articuler à la critique constructive. Pour ce faire, ils mobilisent les écrits de Luc Boltanski qui prône une sociologie de l'émancipation dans laquelle le profane et l'intellectuel sont au même pied d'égalité politique. Les auteurs précisent la pertinence de la pensée de Boltanski car celui-ci invite à réfléchir au rôle des institutions et du processus d'institutionnalisation dans la définition des choses. Cela dit, les auteurs trouvent ensuite que Boltanski ne dit presque rien sur les phénomènes qui échappent à la violence et ne renseigne pas plus sur les expériences collectives.

C'est ici que les épistémologies du Sud trouvent leur pertinence car, en plus de contribuer au programme d'articulation de la théorie critique négative et constructive entamée par Boltanski, elles permettent de réaliser une sociologie des absences en mettant en lumière une diversité d'expériences et en discernant des voix qui avaient été réduites au silence. En outre, l'introduction des épistémologies du Sud montre que la théorie critique classique n'est qu'une interprétation « occi-

dentale » du monde qui a contribué à « invisibiliser des pans entiers du monde et de nombreuses autres formes de savoir » (p. 185).

Dans la deuxième partie de l'ouvrage qui s'étend du chapitre 5 au chapitre 7, les auteurs enjoignent à réaliser un tournant épistémologique qui aiderait à remodeler la théorie critique. Selon eux, celui-ci consisterait à croiser les savoirs occidentaux avec ceux du Sud tout en faisant confiance aux acteurs sociaux. Ainsi, les mobilisations et le pouvoir d'agir permettraient de remettre en perspective l'associationnisme, qui incorpore au mouvement citoyen des contre-publics subalternes et des espaces publics de proximité, comme le défend Nancy Fraser. Cette deuxième partie du livre est l'occasion de mobiliser des exemples issus de l'économie solidaire comme les mouvements agroécologiques avec les paysannes féministes du Brésil, les zapatistes ou encore les mobilisations pour le climat. Selon les auteurs, toutes ces initiatives solidaires sont très pertinentes car elles prennent en compte les pratiques et les relations symboliques qui tissent la trame d'un nouveau monde commun dans lequel les dimensions non monétaires et les protagonistes généralement invisibilisés seraient inclus. Pour les auteurs, les efforts déployés dans l'économie solidaire combinent la critique émancipatoire de la pratique instituée et la pratique déjà émancipée, qui s'ajoutent aux mouvements sociaux que leur nouvelle théorie critique veut éclairer.

Ce livre s'avérerait très instructif pour les chercheur.e.s et les étudiant.e.s en sciences sociales qui ont un intérêt particulier pour les organisations de l'économie sociale et solidaire. En effet, il retrace clairement la trajectoire de la théorie critique (occidentale) à ses premières heures en identifiant les postulats majeurs de chaque école l'ayant marquée. En outre, il pose un regard réflexif sur la posture de recherche à adopter. En effet, la recherche en sciences sociales exige de documenter les initiatives et les actions menées par les acteurs sociaux sur le terrain tout en évitant de les invisibiliser, dans l'optique de favoriser une justice épistémique. Il est alors crucial de réfléchir à la place que nous, les chercheur.e.s, désirons occuper dans la construction du savoir. Ainsi, lorsque les auteurs font le lien entre sciences sociales, action et démocratie—donc entre connaissance et action—they nous invitent à nous détacher de la vision d'une science sociale purement négative, ce qui leur permet de briser la frontière méthodologique qui a longtemps existé dans les sciences sociales et qui faisait que l'intellectuel observateur, apparemment neutre, se situait au-dessus du profane observé. Cela dit, les auteurs nous enjoignent à intégrer plus d'horizontalité et d'ouverture dans nos recherches et à respecter la capacité des citoyens à comprendre et résoudre leurs propres problèmes. Et cela n'est possible en pratique qu'en adoptant des méthodes de recherche participatives et engagées, déjà adoptées par les épistémologues du Sud, comme l'ethnographie collaborative et l'herméneutique critique interculturelle, qui instruisent et qui visent à susciter un changement social. En outre, pour que ce changement social soit universel, il faudrait, selon les auteurs, que des « ponts dialogiques soient créés entre les collectifs » (p. 362), que les savoirs ignorés soient reliés aux savoirs légitimes, comme le suggère Paulo Freire, et que les chercheur.e.s puissent « traduire les initiatives de manière qu'elles fassent front ensemble contre les institutions injustes » (p. 362). Mais pendant que les auteurs appellent à arpenter ces voies méthodologiques qui conduiraient à l'émancipation des acteurs, le système capitaliste reste le système dominant. Il faudrait sûrement faire remonter ces réflexions à un niveau plus méso pour qu'une transformation de la culture dans les universités (et parmi les bailleurs de fonds) soit amorcée afin que le cadre universitaire crée un contexte favorable aux changements proposés.

À travers ce livre, il faut retenir que l'émancipation reste un sujet d'actualité qui demeure au cœur des réflexions portant sur l'avenir de nos sociétés. S'il est évident que les apports du pragmatisme, des épistémologies du Sud et de l'économie solidaire sont des moteurs capables de renouveler les débats théoriques dans l'optique d'amorcer une transformation sociale comme le défendent les auteurs, la porte qu'ils ouvrent par l'économie solidaire invite à une réflexion plus riche. En effet, comme le soulignent les auteurs, l'économie solidaire cristallise une nouvelle culture du changement social combinant mouvement social et entreprise économique. Et de cela émerge une question pertinente sur le travail—plus précisément sur le rapport des citoyens à la production et à la propriété des moyens de production. En effet, ces dernières décennies sont marquées par un regain d'intérêt pour la création de coopératives de travailleurs et aussi pour les mouvements massifs de reprises d'entreprises sous forme de coopératives de travail (au Canada, en Europe, et dans certains pays d'Amérique latine), à la suite du vieillissement de la population au Canada et en Europe et aux vagues de faillites de certaines organisations en Amérique latine. Ces initiatives permettent la réappropriation de l'outil de travail par les salarié.e.s, en s'éloignant de modes de gouvernance actionnariale. On pourrait tenter d'analyser ces types de transformations organisationnelles vers cette forme alternative d'organisation (la coopérative de travail) et se permettre d'en interroger le potentiel émancipatoire.

Dans cette optique, la nouvelle théorie critique que Laville et Frère développent pourrait encadrer la réflexion. D'abord, elle permettrait de donner à ces actions, aussi modestes soient-elles, une portée politique visant des transformations structurelles dont l'ampleur devra être analysée. De plus, une conception renouvelée de l'émancipation, comme ils la défendent, mettrait de côté la vision de certitude et de pureté dans la libération de l'individu (défendue par la théorie critique de l'école de Francfort) pour encourager la participation à une aventure collective et plurielle—incertaine et fragile, soit, mais plutôt tenace—qui devrait être analysée par les chercheur.e.s en croisant des cadres théoriques et des méthodes de recherche développées par des épistémologues du Sud comme la recherche-action participative, pour ne citer que celle-là.

## L'AUTEURE

**Salimata Konate** est étudiante au doctorat en administration, spécialisation Entreprises sociales et collectives, École des sciences de la gestion, Université du Québec à Montréal. Courriel : [konate.salimata@uqam.ca](mailto:konate.salimata@uqam.ca) .